

Critique internationale

Revue comparative de sciences sociales

PROCHAIN THEMA



Critique internationale. Revue comparative de sciences sociales est une revue trimestrielle de langue française consacrée à l'international. Elle est publiée par les Presses de Sciences Po avec le soutien du Centre national de la recherche scientifique et du Centre national du livre. Revue à comité de lecture, elle est portée depuis sa création (octobre 1998) par le Centre et de recherches internationales (CERI-Sciences Po/CNRS). Revue comparative de sciences sociales, *Critique internationale* a pour objectif de contribuer à l'analyse politique des pays autres que la France en ayant recours aux outils de la science politique, de la sociologie, des relations internationales, de l'anthropologie, de l'économie politique, de l'histoire, du droit ou encore de la géographie. Chaque trimestre, un dossier thématique de cinq à six articles met en regard plusieurs cas d'étude autour d'une problématique transversale. Le champ géographique couvert peut être indéterminé ou bien se focaliser sur une région, voire un pays. En l'occurrence, l'une des spécificités de *Critique internationale* est d'aborder chaque fois des entités géographiques et culturelles très éloignées. Avec les articles publiés hors dossiers dans chaque numéro (trois varia), ces études thématiques fournissent des matériaux particulièrement riches pour la comparaison en sciences sociales. Quant à la rubrique lecture, elle propose, outre

des comptes rendus d'ouvrages, des états de littérature thématiques qui permettent de faire le bilan de la recherche dans un champ.

La revue accepte des articles en anglais, en espagnol, en russe et en allemand, et fournit aux auteurs des évaluations de leurs textes dans leurs langues originales. Ces textes sont ensuite traduits en français. Par ailleurs, *Critique internationale* traduit en anglais des articles initialement écrits en français ou dans une autre langue. Ces textes ainsi que l'ensemble de la collection sont diffusés *via* le portail de revues [CAIRN.info](#)

ISSN papier 1290-7839

ISSN électronique 1777-554X

Consulter l'ensemble des numéros (barrière mobile : 3 ans) sur



CAIRN.INFO
Chercher, repérer, avancer.



- [Rédaction](#)
- [Documents additionnels](#)
- [Note aux contributeurs](#)
- [Liste des évaluateurs et des discutants](#)
- [S'abonner en ligne](#)
- [Bulletin d'abonnement](#)
- [Archives](#)

N°73 - Sommaire

N° 74 (janvier-mars 2017)

Varia
Gouverner par la gouvernance. Les nouvelles modalités de contrôle politique des élites économiques au Maroc
par Mohamed Oubenal et Abdellatif Zeroual

La fabrique des légitimités européennes : concurrences au sein de la confédération patronale européenne depuis 1952
par Yohann Morival

Comment (ré)inventer l'« ennemi » ? Le discours des élites politiques turques sur le conflit syrien
par Huseyin Sevim

Les Global International Relations comme alternative à la discipline hégémonique. Le cas des Relations Internationales en France
par Thierry Balzacq, Jérémie Cornut, Frédéric Ramel

Gendarme de l'Europe ou chef de file ? Le Maroc dans le dispositif régulateur des migrations euro-méditerranéennes
par Rahel Kunz et Younès Ahouga

« Tenir son rang » : La politique française à l'épreuve de la crise syrienne (2011-2015)
par Manon-Nour Tannous

Logiques transfrontalières et salafisme globalisé : l'État islamique en Afghanistan
par Gilles Dorronsoro et Adam

[ACCUEIL](#)[PRÉSENTATION](#)[ÉQUIPE](#)[RECHERCHE](#)[PUBLICATIONS](#)[ÉVÉNEMENTS](#)[MÉDIAS](#)[SOUTENIR LE CERI](#)[Accueil](#) ▸

Lecture

Critique Internationale

Lorenzo Bosi

Résumé: État des savoirs et pistes de recherche sur la violence politique

Critique internationale N°: 54

Année: 2012

Page(s): 171-189

Rubriques Critique: Lectures

Lien: <http://www.cairn.info/revue-critique-internationale-2012-1-page-171.htm>

[English](#)

[Retour en haut de page](#)

CERI - UMR 7050
56, rue Jacob
75006 Paris
Tel. : 01 58 71 70 00
Fax. : 01 58 71 70 91

Contact Média

Karolina Michel

Tél/Phone: +33 (0)1 58 71 70 07
karolina.michel@sciencespo.fr

Mentions Légales

[VOIR LES MENTIONS
LÉGALES](#)

CARTES

[Réseau Sciences-Po](#)



[TOUT AFFICHER](#)

Accès direct ▾

État des savoirs et pistes de recherche sur la violence politique

par Lorenzo Bosi

La violence politique – qu'elle soit anticipée, menaçante ou effective – implique la mobilisation par des groupes armés de répertoires d'action hétérogènes, et ce indépendamment de leurs orientations idéologiques ou de leur rapport à l'État. Ces groupes visent à infliger des dommages matériels, psychologiques et symboliques à des individus et/ou à leurs biens dans le but d'obtenir le soutien ou l'opposition de publics variés à des changements politiques, sociaux et/ou culturels¹. Attaque de biens ou de personnes, destruction de bâtiments à l'explosif, usage d'armes à feu, détention d'individus contre leur gré, détournement d'avions ou de navires, assassinat de figures publiques ou encore mort auto-infligée (par immolation ou par explosion) : ces formes radicales, parmi d'autres, de mobilisations protestataires (*contentious politics*) seront alternativement qualifiées de terrorisme ou de résistance « au gré des circonstances et [en fonction] de ceux qui les désignent »². La plupart des groupes armés les plus connus se définissent ainsi comme « des combattants pour la liberté ». Par ailleurs, la violence politique est culturellement située : une pratique jugée violente dans une société donnée sera, ailleurs ou en d'autres temps, acceptée comme une tactique non violente légitime³. L'un des enjeux essentiels de l'étude de la violence politique est dès lors de déterminer, selon le lieu et l'époque, la manière

1. Je reconnais l'importance d'objets de recherche tels que l'État et la violence financée par des États (dont le régime de Khadafi a été dernièrement l'exemple le plus éloquent). Néanmoins, je me concentrerai ici sur les acteurs non étatiques. Edward S. Herman, Gerry O'Sullivan, *The « Terrorism » Industry: The Experts and Institutions that Shape our View of Terror*, New York, Pantheon Books, 1989 ; Donatella Della Porta, « Institutional Responses to Terrorism: The Italian Case », dans Conor Gearty (ed.), *Terrorism*, Aldershot, Dartmouth, 1996 ; Jeffrey A. Sluka, « Reflections on Managing Danger in Fieldwork: Dangerous Anthropology in Belfast », dans Carolyn Nordstrom, Antonius Robben (eds), *Fieldwork under Fire: Contemporary Studies of Violence and Survival*, Berkeley, University of California Press, 1995, p. 276-294 ; Salvatore Palidda, « Analyse critique des violences policières et politiques en Italie », dans Xavier Crettiez, Laurent Muchielli (dir.), *Les violences politiques en Europe : état des lieux*, Paris, La Découverte, 2011, p. 251-268.

2. Patricia Steinhoff, Gilda Zwerman, « Introduction to the Special Issue on Political Violence », *Qualitative Sociology*, 31 (3), 2008, p. 213.

3. Dieter Rucht, « Violence and New Social Movements », dans Wilhelm Heitmeyer, John Hagan (eds), *International Handbook of Violence Research*, Dordrecht, Kluwer Academic Publishers, 2003, p. 369-383.

dont celle-ci est perçue, ressentie et, éventuellement, l'ampleur des réactions qu'elle suscite.

Dans le cadre de cet article, l'expression « violence politique » désignera ce répertoire d'action particulier (sauf s'il en est indiqué autrement). Je partage en effet la conviction de Steinhoff et Zwerman selon laquelle « l'emploi du terme neutre de “violence politique” nous permet d'adopter une approche sociologique qui se concentre sur les séquences d'action sociopolitiques, les contextes dans lesquels la violence s'enracine, et place au cœur de l'analyse les processus de labellisation et d'interprétation des significations »⁴. L'expression « violence politique » sera donc préférée à la notion trop souvent utilisée de « terrorisme », qui me paraît plus controversée, possède une valeur heuristique et une utilité descriptive contestables et a plus fréquemment servi à stigmatiser qu'à expliquer les phénomènes sociaux étudiés⁵. La violence politique est ici entendue comme une radicalisation des moyens, non des fins, dans des conflits pouvant opposer entre elles des communautés ethnographiques, des groupes porteurs d'une idéologie spécifique et des gouvernements, ou les défenseurs d'idéologies rivales...

La production de la littérature sur la violence politique et le terrorisme a reçu une forte impulsion en termes « de quantité, de périmètre et de diversité »⁶ depuis les attaques du 11 septembre 2001. Elle représente l'un des domaines de recherche en sciences sociales dont le développement est le plus soutenu. L'état de littérature proposé ici ne pourra dès lors qu'esquisser les lignes de force de cette irrésistible ascension universitaire et en offrir une présentation raisonnablement concise. La progression du nombre d'écrits – qu'il s'agisse de travaux de recherche ou de manuels collectifs – est, avouons-le, exponentielle : rédigés principalement en langue anglaise, ils sont dus exclusivement à des auteurs occidentaux. Il fut un temps où les seules revues traitant de ces thèmes avaient pour titre *Studies in Conflict and Terrorism* (1977) et *Terrorism and Political Violence* (1988). Ces dernières années, de nouvelles publications spécialisées comme *International Journal of Conflict and Violence* (2007), *Journal for the Study of Radicalism* (2007), *Perspectives on Terrorism* (2007), *Critical Studies on Terrorism* (2008) et *Dynamics of Asymmetric Conflict* (2008) explorent des facettes spécifiques du phénomène. Évidemment, un large corpus de travaux sont également publiés dans des revues centrales de sciences politiques, de relations internationales, de droit, de psychologie, d'histoire, de sociologie, de

4. P. Steinhoff, G. Zwerman, « Introduction to the Special Issue on Political Violence », art. cité, p. 213.

5. Pour une recension récente des diverses définitions du terrorisme, voir Jeff Goodwin, « A Theory of Categorical Terrorism », *Social Forces*, 84 (4), 2006, p. 2027-2046.

6. Martha Crenshaw, *Explaining Terrorism: Causes, Processes and Consequences*, Londres, Routledge, 2011, p. X.

géographie, d'anthropologie, d'études militaires ou d'aires culturelles ; preuve, s'il en est, que la violence politique ne s'est pas encore transformée en champ autonome. Dans une analyse récente des cinq principales revues de sciences politiques – *American Political Science Review*, *International Security*, *World Politics*, *International Studies Quarterly* et *International Organization* –, Robert Pape a ainsi recensé « 8 articles sur le terrorisme entre 1977 et 1984, 3 articles de 1985 à 2000, et 42 articles entre 2001 et 2007 »⁷.

Pourtant, le « niveau de théorisation demeure (...) inégal et le développement d'un socle empirique solide relève d'une urgente nécessité »⁸. Jusqu'à présent, l'essentiel de la littérature reposait sur une recherche parcimonieuse, particulièrement d'un point de vue empirique, et sur des sources secondaires ou tertiaires⁹. De toute évidence, la violence politique constitue un thème difficile à appréhender. D'autant que plusieurs questions méthodologiques demeurent, qui sont autant de défis pour le chercheur : comment effectuer une recherche de terrain systématique dans de bonnes conditions de sécurité, compte tenu de la nature clandestine des groupes armés ? Que signifie réaliser un terrain dans une zone en guerre comme la bande de Gaza ? Comment s'assurer que les données soumises à une analyse de contenu (journaux, déclarations et communications personnelles, discours publics, expressions culturelles populaires) sont neutres ? La recherche sur ce sujet ne risque-t-elle pas de susciter à son tour des formes de violence politique¹⁰ ?

Les deux premières parties de cet article sont consacrées respectivement à l'émergence de la violence politique et à la sortie de violence, envisagées selon trois niveaux d'explication, micro, méso et macrosociologique. Explorant certains enjeux politiques, économiques, sociaux et biographiques, la troisième partie met en évidence la diversité des effets d'un recours à des répertoires violents. Enfin, deux pistes de recherche sont brièvement

7. Robert A. Pape, « Introduction: What Is New About Research on Terrorism », *Security Studies*, 18, 2009, p. 646-647.

8. M. Crenshaw, *Explaining Terrorism: Causes, Processes and Consequences*, op. cit., p. X.

9. Adam Dolnik, « Conducting Field Research on Terrorism: A Brief Primer », *Perspectives on Terrorism*, 5 (2), 2011, p. 3-35 ; Andreas Böttger, Rainer Strobl, « Potentials and Limits of Qualitative Methods for Research on Violence », dans W. Heitmeyer, J. Hagan (eds), *International Handbook of Violence Research*, op. cit., p. 1203-1218 ; Robert W. White, « Issues in the Study of Political Violence: Understanding the Motives of Participants in Small Group Political Violence », *Terrorism and Political Violence*, 12 (1), 2000, p. 95-108.

10. La collecte de sources primaires soulève des défis éthiques et méthodologiques essentiels. Tout chercheur doit en être conscient s'il souhaite défendre la crédibilité scientifique de son travail. Voir Francesca Polletta, « Mobilization Forum: Awkward Movements », *Mobilization. An International Quarterly*, 11 (4), 2006, p. 475-478 ; Elisabeth Jean Wood, « The Ethical Challenges of Field Research in Conflict Zones », *Qualitative Sociology*, 29 (3), 2006, p. 373-386 ; Marie Breen Smyth, « Subjectivities, "Suspect Communities", Governments, and the Ethics of Research on "Terrorism" », dans Marie Breen Smyth, Jeroen Gunning, Richard Jackson (eds), *Critical Terrorism Studies: A New Research Agenda*, Londres, Routledge, 2009, p. 194-215 ; J. A. Sluka, « Reflections on Managing Danger in Fieldwork: Dangerous Anthropology in Belfast », cité.

esquissées, qui concernent le développement des études comparatives systématiques et l'analyse multiscalaire. La plupart des exemples cités dans cet article concernent les principaux groupes armés apparus depuis la fin de la seconde guerre mondiale (qui sont également les plus étudiés).

L'émergence de la violence politique

Les facteurs qui sont à l'origine de la formation de groupes armés constituent le thème le plus ancien et le plus abondamment traité dans la littérature. De fait, la plupart des « théories » consacrées à la violence politique sont des théories visant à éclairer son émergence. Ces analyses causales sollicitent différents niveaux d'explication.

Le niveau microsociologique

La recherche sur la violence s'est d'abord attachée à identifier les facteurs susceptibles d'expliquer le recours au militantisme armé¹¹. Les premières études se sont penchées sur les profils psychopathologiques des individus violents (dépendance, réaction circulaire, fragilités identitaires)¹². Aucune d'entre elles n'a toutefois passé avec succès le test de la démonstration empirique¹³. D'autres théorisations ont mis en relief le rôle des doléances : les « terroristes » seraient issus des segments les plus démunis des sociétés, frustrés et donc agressifs¹⁴. Une fois de plus, les preuves empiriques étaient au mieux inconsistantes. En outre, comme l'ont démontré les spécialistes des mouvements sociaux, il existe un différentiel numérique très important entre les acteurs porteurs de doléances et ceux qui suivent des trajectoires d'engagement militant¹⁵. Autrement dit, si elle peut constituer une condition nécessaire à la mobilisation armée, l'existence de doléances n'est pas suffisante.

11. Voir l'état de littérature proposé par John Horgan, « From Profiles to *Pathways* and Roots to *Routes*: Perspectives from Psychology on Radicalization into Terrorism », *The ANNALS of the American Academy of Political and Social Science*, 618, 2008, p. 80-94.

12. John W. Crayton, « Terrorism and the Psychology of the Self », dans Lawrence Zelic Freedman, Yona Alexander (eds), *Perspectives on Terrorism*, Wilmington, Scholarly Resources, 1983, p. 33-41 ; L. Z. Freedman, « Terrorism: Problems of the Polistaraxic », dans *ibid.*

13. Pour un état de littérature, voir M. Crenshaw, « How Terrorists Think: What Psychology Can Contribute to Understanding Terrorism », dans Lawrence Howard (ed.), *Terrorism: Roots, Impact, Responses*, Londres, Praeger, 1992, p. 71-80 ; Jeff Victoroff, « The Mind of the Terrorist: A Review and Critique of Psychological Approaches », *Journal of Conflict Resolution*, 49 (1), 2005, p. 3-42.

14. Paul Wilkinson, *Terrorism and the Liberal State*, New York, New York University Press, 1986 ; Leonard Berkowitz, « Frustration-Aggression Hypothesis: Examination and Reformulation », *Psychological Bulletin*, 106 (1), 1989, p. 59-73 ; Alexander Lee, « Who Becomes a Terrorist? Poverty, Education, and the Origins of Political Violence », *World Politics*, 63 (2), 2011, p. 203-245.

Abandonnant le thème des doléances pour celui de l'avidité, des écrits récents ont défendu une lecture instrumentale de la violence, envisagée comme une réponse rationnelle à la pauvreté, aux inégalités, à l'exclusion sociale ou à l'aliénation¹⁶. Dresser le profil des groupes « susceptibles de connaître un processus de radicalisation » est devenu une tactique très répandue dans la lutte anti-terroriste¹⁷.

Toute lecture monocausale de l'adhésion à des groupes armés (qu'elle singularise l'origine sociale ou la motivation) apparaît toutefois vouée à l'échec¹⁸ car elle conduit, au prix d'une réduction de la complexité, à supposer identiques des logiques de mobilisation hétérogènes à l'intérieur même d'un groupe donné. Concédon's toutefois que ces interprétations ne sont pas mutuellement exclusives et peuvent coexister au sein d'un épisode de radicalisation, ainsi que l'a clairement démontré Jocelyn Viterna dans le cas du Front Farabundo Martí de libération nationale (*Frente Farabundo Martí para la Liberación Nacional FMLN*) au Salvador¹⁹.

Le contexte, les événements extérieurs sont également susceptibles d'influencer les perceptions, interprétations et choix des acteurs. Les individus qui optent pour la violence politique croient généralement (quoique pas nécessairement) en l'effectivité de leur recours. Socialisés dans des réseaux souples de militantisme ou dans l'entourage des groupes armés (expériences passées, socialisations primaires, réseaux formels et informels d'interaction quotidiens), ils développent des attentes associées à leurs perceptions de l'environnement sociopolitique. Cela étant, et même lorsque la structure d'opportunité est défavorable, certains individus peuvent décider de

15. John D. McCarthy, Mayer N. Zald, *The Trend of Social Movements in America: Professionalization and Resource Mobilization*, Morristown, General Learning Press, 1973 ; Anthony Oberschall, *Social Conflicts and Social Movements*, Englewood Cliffs, Prentice-Hall, 1973 ; Charles Tilly, *From Mobilization to Revolution*, Reading, Addison Wesley, 1978.

16. M. Crenshaw, « Questions to Be Answered, Research to Be Done, Knowledge to Be Applied », dans Walter Reich (ed.), *Origins of Terrorism: Psychologies, Ideologies, Theologies, States of Mind*, Cambridge, Woodrow Wilson International Center for Scholars/Cambridge University Press, 1990, p. 247-260 ; Michael Hechter, « Explaining Nationalist Violence », *Nations and Nationalism*, 1 (1), 1995, p. 53-68.

17. J. Goodwin, « Review Essays: What Must We Explain to Explain Terrorism? », *Social Movement Studies*, 3 (2), 2004, p. 259-265.

18. M. Crenshaw, « The Causes of Terrorism », *Comparative Politics*, 13 (4), 1981, p. 379-399 ; W. Reich, « Understanding Terrorist Behaviour », dans W. Reich (ed.), *Origins of Terrorism: Psychologies, Ideologies, Theologies, States of Mind*, op. cit., p. 261-279 ; D. Della Porta, « Introduction: On Individual Motivations in Underground Political Organizations », dans D. Della Porta (ed.), *Social Movements and Violence: Participation in Underground Organizations*, Greenwich, JAI Press, 1992, p. 3-28 ; Peter Waldmann, « Ethnic and Sociorevolutionary Terrorism: A Comparison of Structures », *International Social Movement Research*, 4, 1992, p. 237-257 ; Gordon H. McCormick, « Terrorist Decision Making », *Annual Review of Political Science*, 6, 2003, p. 473-507.

19. Jocelyn Viterna, « Pulled, Pushed, and Persuaded: Explaining Women's Mobilization into Salvadoran Guerrilla Army », *American Journal of Sociology*, 112 (1), 2006, p. 1-45.

rejoindre des groupes armés s'ils voient là un moyen de défendre leurs points de vue, de revendiquer une vie digne et de refuser des identités subordonnées, soit par fierté, soit en réaction aux atteintes qu'ils ont subies. Cette remarque s'applique à certains militants ayant rejoint l'Armée républicaine irlandaise provisoire (*Provisional Irish Republican Army* PIRA) en Irlande du Nord dans les années 1970²⁰, mais elle éclaire également les processus de radicalisation violente de jeunes musulmans en Europe²¹.

Maints travaux de sciences sociales ont démontré que l'adhésion à un groupe armé résultait souvent d'un choix collectif²². L'appartenance à des réseaux d'interconnaissance tramés de liens forts (relations familiales, groupes d'amis ou d'élèves, communautés locales...) contribue à forger la conviction selon laquelle l'utilisation de la violence est nécessaire, tout en atténuant le sentiment de responsabilité individuelle. Dans le cas basque, par exemple, les clubs d'escalade et de randonnée ont servi durant la période franquiste de « couverture à l'organisation de réunions clandestines » au cours desquelles l'ETA « décidait d'établir une large partie des contacts conduisant à un recrutement effectif »²³. Les militants de l'ETA (*eterras*) étaient ensuite introduits dans le groupe armé *via* des réseaux de connaissances et d'amitiés élargis (*la caudrilla*) ou après avoir été plus largement socialisés au sein des réseaux sociaux denses du mouvement nationaliste basque²⁴. Ainsi que l'a montré Thomas Hegghammer dans le cas des membres d'Al-Qaïda en

20. Lorenzo Bosi, « Explaining Pathways to Armed Activism in the Provisional IRA, 1969-1972 », *Social Science History*, à paraître.

21. Olivier Roy, *Globalized Islam: The Search for a New Ummah*, New York, Columbia University Press, 2004 ; O. Roy, *Secularism Confronts Islam*, New York, Columbia University Press, 2007 ; Gilles Kepel, *The Roots of Radical Islam*, Londres, Saqi Books, 2005 ; Farhad Khosrokhavar, *Suicide Bombers. Allah's New Martyrs*, Londres, Pluto Press, 2005.

22. D. Della Porta, « Introduction: On Individual Motivations in Underground Political Organizations », cité, p. 3-28 ; D. Della Porta, *Social Movements, Political Violence, and the State*, New York, Cambridge University Press, 1995 ; Marc Sageman, *Understanding Terror Networks*, Philadelphia, University of Pennsylvania Press, 2004 ; Quintan Wiktorowicz, (ed.), *Islamic Activism: A Social Movement Theory Approach*, Bloomington, Indiana University Press, 2003, p. 1-33 ; Thomas Hegghammer, *Jihad in Saudi Arabia: Violence and Pan-Islamism since 1979*, Cambridge, Cambridge University Press, 2010.

23. Robert P. Clark, *The Basque Insurgents: ETA, 1952-1980*, Madison, University of Wisconsin Press, 1984, p. 154.

24. Florencio Domínguez Iribarren, *ETA : Estrategia organizativa y actuaciones. 1978-1992*, Bilbao, Universidad del País Vasco, 1998, p. 22-26 ; R. P. Clark, *The Basque Insurgents: ETA, 1952-1980, op. cit.* ; Fernando Reinares, *Patriotas de la Muerte: Quiénes Han Militado en ETA y Por Qué*, Madrid, Taurus, 2001. Une littérature récente a essayé d'établir un lien entre des formes particulièrement cruelles et mortelles de violence politique (par exemple les kamikazes) et l'existence de motivations religieuses. Ces corrélations ne sont pas fondées sur des recherches empiriques. En outre, certains groupes armés non religieux ont eu recours aux morts volontaires combattantes, comme le *Partiya Karkerên Kurdistan* (PKK) kurde ou le *Liberation Tigers of Tamil Eelam* (LTTE) au Sri Lanka. Pour une lecture critique de la thèse selon laquelle la « nouvelle » violence politique contemporaine différerait des cycles de violence politique antérieurs, voir M. Crenshaw, « Have Motivations for Terrorism Changed? », dans J. Victoroff (ed.), *Tangled Roots: Social and Psychological Factors in the Genesis of Terrorism*, Amsterdam, IOS Press, 2006, p. 51-58.

Arabie Saoudite, des « dynamiques de groupe telles que la pression des pairs et les formes d'affection intragroupe ont joué un rôle crucial dans ce processus [de recrutement] »²⁵. Les relations sociales préexistantes ont également influencé les engagements individuels au sein du Hezbollah²⁶ ; de la PIRA en Irlande du Nord²⁷ ; de la Fraction armée rouge (*Rote Armee Fraktion* RAF) en Allemagne, des Brigades rouges (BR) et de *Prima Linea* (PL) en Italie²⁸ ; de Al-Qaïda²⁹, du FMLN au Salvador³⁰.

Le niveau mésosociologique

Les chercheurs qui ont interprété la violence politique comme une réaction à des facteurs psychologiques et sociaux – pour la plupart des psychologues ou des spécialistes de sciences sociales sensibles à la psychologie – se sont attachés à restituer les dimensions microsociologiques (doléances, pathologies et idéologies) ou macrosociologiques des phénomènes étudiés (en proposant une reconstitution des historicités spécifiques ou une réflexion sur les structures changeantes des conflits)³¹. Les rares politistes et sociologues qui ont travaillé à l'échelle du groupe en ont offert deux approches radicalement opposées : l'une définit les groupes armés comme des sectes idéologiques, extérieures au système politique et fondées sur des engagements émotionnels, obéissant à des logiques propres³². L'autre envisage les groupes armés comme des acteurs instrumentalistes qui lient moyens et fins de manière rationnelle en vue de transformer leur environnement³³.

25. T. Hegghammer, « Terrorist Recruitment and Radicalization in Saudi Arabia », *Middle East Policy*, 13 (4), 2006, p. 50.

26. Ayla Schbley, « Defining Religious Terrorism: A Causal and Anthological Profile », *Studies in Conflict and Terrorism*, 26, 2003, p. 105-134.

27. R. W. White, *Provisional Irish Republicans: An Oral and Interpretive History*, Westport, Greenwood Press, 1993 ;

L. Bosi, « Explaining Pathways to Armed Activism in the Provisional IRA, 1969-1972 », à paraître.

28. D. Della Porta, *Social Movements, Political Violence, and the State*, *op. cit.*.

29. M. Sageman, *Understanding Terror Networks*, *op. cit.*.

30. J. Viterna, « Pulled, Pushed, and Persuaded: Explaining Women's Mobilization into Salvadoran Guerrilla Army », art cité.

31. Victor Asal, R. Karl Rethemeyer, « The Nature of the Beast: Organizational Structures and the Lethality of Terrorist Attacks », *The Journal of Politics*, 70, 2008, p. 437-449 ; Boaz Ganor, « Terrorism as a Strategy of Psychological Welfare », *Journal of Aggression, Maltreatment & Trauma*, 9 (1/2), 2005, p. 33-43 ; Ariel Merari, « The Readiness to Kill and Die: Suicidal Terrorism in the Middle East », dans W. Reich (ed.), *Origins of Terrorism: Psychologies, Ideologies, Theologies, States of Mind*, *op. cit.* ; James A. Piazza, « Rooted in Poverty?: Terrorism, Poor Economic Development, and Social Cleavages », *Terrorism and Political Violence*, 18 (1), 2006, p. 159-177 ; Jerrold M. Post, « Terrorist Psycho-logic: Terrorist Behavior as a Product of Psychological Forces », dans W. Reich (ed.), *Origins of Terrorism: Psychologies, Ideologies, Theologies, States of Mind*, *op. cit.*, p. 25-40 ; Jessica Stern, *Terror in the Name of God: Why Religious Militants Kill*, New York, HarperCollins Publishers, 2003.

32. P. Wilkinson, *Terrorism and the Liberal State*, *op. cit.* ; V. Asal, R. K. Rethemeyer, « The Nature of the Beast: Organizational Structures and the Lethality of Terrorist Attacks », art. cité.

Qu'il s'agisse d'organisations hiérarchisées de dimensions modestes (Action directe ; BR ; *Grupos de Resistencia Antifascista Primero de Octubre* GRAPO ; RAF) ou plus vastes (*Fuerzas Armadas Revolucionarias de Colombia* FARC ; FMLN ; Ku Klux Klan KKK ; PIRA) ou de cellules autonomes à structure souple (Al-Qaïda), les groupes armés évoluent au sein de mouvements d'opposition plus larges. La plupart naissent de dynamiques relationnelles déployées au niveau des systèmes politiques, des mouvements d'opposition ou encore à l'intersection entre militants, appareil répressif et contre-mouvements³⁴. Chaque émergence de violence politique, inscrite dans des configurations politiques et historiques spécifiques, présente des caractéristiques singulières. De fait, le passage à la violence ne peut jamais être expliqué indépendamment de ce contexte, de même qu'il ne saurait être isolé des autres formes de contestation et de conflictualité présentes dans le cas étudié³⁵. La violence résulte d'un arbitrage effectué au regard des opportunités et des contraintes apparues dans les épisodes de controverses, et ce afin d'atteindre des objectifs politiques de court et de long terme³⁶. Quatre facteurs déclencheurs au moins peuvent être identifiés : des changements d'environnement politique, une répression étatique, des concurrences entre mouvements sociaux et l'existence de contre-mouvements.

33. Albrecht Wellmer, « Terrorism and Social Criticism », *Telos*, 48, 1981, p. 71 ; R. A. Pape, « The Strategic Logic of Suicide Terrorism », *American Political Science Review*, 97 (3), 2003, p. 1-19.

34. Eitan Y. Alimi, Lorenzo Bosi, « Un'analisi storica comparata dei processi di radicalizzazione: il Weather Underground e la Provisional Irish Republican Army », *Ricerche di Storia Politica*, (3), 2008, p. 273-292 ; E. Y. Alimi, « Relational Dynamics in Factional Adoption of Terrorist Tactics: A Comparative Perspective », *Theory and Society*, 40 (1), 2011, p. 95-118.

35. M. Crenshaw, « The Effectiveness of Terrorism in the Algerian War », dans M. Crenshaw (ed.), *Terrorism in Context*, University Park, Pennsylvania State University Press, 1995, p. 473-513.

36. R. W. White, *Provisional Irish Republicans: An Oral and Interpretive History*, op. cit. ; R. W. White, « Structural Identity Theory and the Post-Recruitment Activism of Irish Republicans: Persistence, Disengagement, Splits, and Dissidents in Social Movement Organizations », *Social Problems*, 57 (3), 2010, p. 341-370 ; D. Della Porta, « Introduction: On Individual Motivations in Underground Political Organizations », cité, p. 3-28, D. Della Porta, *Social Movements, Political Violence, and the State*, op. cit. ; C. Tilly, *The Politics of Collective Violence*, Cambridge, Cambridge University Press, 2003 ; Charles Townshend, *Ireland: The Twentieth Century*, Arnold, Oxford University Press, 1999 ; E. J. Wood, *Insurgent Collective Action and Civil War in El Salvador*, Cambridge, Cambridge University Press, 2003 ; A. Oberschall, « Explaining Terrorism: The Contribution of Collective Action Theory », *Sociological Theory*, 22 (1), 2004, p. 26-37 ; Q. Wiktorowicz, (ed.), *Islamic Activism: A Social Movement Theory Approach*, op. cit. ; J. Viterna, « Pulled, Pushed, and Persuaded: Explaining Women's Mobilization into Salvadoran Guerrilla Army », art. cité ; E. Y. Alimi, « Relational Dynamics in Factional Adoption of Terrorist Tactics: A Comparative Perspective », art. cité ; David A. Snow, Scott C. Byrd, « Ideology, Framing Processes, and Islamic Terrorist Movements », *Mobilization. An International Quarterly*, 12 (2), 2007, p. 119-136 ; E. Y. Alimi, L. Bosi, C. Demetriou, « Processes of Radicalization: A Comparative Approach », art. cité ; Lorenzo Bosi, Chares Demetriou, Stefan Malthaner, *Dynamics of Political Violence*, Farnham, Ashgate, à paraître. Pour une présentation exhaustive des recherches appliquant la théorie des mouvements sociaux et des mobilisations contestataires à l'étude de la violence politique, voir J. Gunning, « Social Movement Theory and the Study of Terrorism », dans M. Breen Smyth, J. Gunning, R. Jackson (eds), *Critical Terrorism Studies: A New Research Agenda*, op. cit., p. 156-177.

Le niveau macrosociologique

À ce niveau, la plupart des travaux ont cherché à localiser les conditions d'institutionnalisation de la violence politique sur le long terme, autrement dit les « causes profondes » ou les facteurs favorisant une éruption de la violence. Parmi ceux-ci, l'on recensera le système international, la privation matérielle ou les doléances économiques, les processus de modernisation ou leur interruption, la culture politique (notamment la légitimité sociale de la violence). L'ordonnement et les mutations du système international occupent une place essentielle dans l'analyse d'auteurs comme Cronin, Rapoport et Sedgwick³⁷. Pour Cronin, « le terrorisme constitue un produit dérivé des transformations intervenues dans la répartition internationale du pouvoir sous toutes ses formes – politique, économique, militaire, idéologique et culturelle »³⁸. Selon certains travaux, la globalisation des marchés financiers et le développement de nouveaux médias auraient également offert à des groupes armés tels que Al-Qaïda ou le Groupe islamique armé (GIA) en Algérie des opportunités sans précédent. Les doléances et les inégalités économiques ont fait l'objet d'une attention particulière, tant dans la littérature que dans le débat public. Ces travaux partent du postulat selon lequel une réduction des doléances et des inégalités atténuerait les risques de violence politique³⁹. Plusieurs recherches empiriques suggèrent toutefois que les facteurs économiques constitueraient de faibles prédicteurs du déclenchement de la violence politique⁴⁰. Ce qui est certain, c'est que la privation matérielle et les doléances économiques jouent un rôle dans la genèse de la conflictualité, *a fortiori* lorsqu'ils croisent des doléances d'ordre politique, comme l'existence de discriminations ethniques. La pauvreté et les discriminations économiques et sociales subies par les populations – minoritaires ou non – qu'ils disaient représenter ont été en tout cas largement utilisées comme répertoire de justification par les groupes armés de gauche comme les FARC, le FMLN ou le *Sendero Luminoso* (SL) et par des groupes armés ethno-nationaux.

Selon un argument conventionnel, les processus de modernisation engendraient un effondrement – ou une disqualification – des normes traditionnelles

37. Audrey Kurth Cronin, « Behind the Curve: Globalization and International Terrorism », *International Security*, 27 (3), 2003, p. 30-58 ; David C. Rapoport, *Inside Terrorist Organizations*, Londres, Frank Cass Publishers, 2001 ; Mark Sedgwick, « Al-Qaeda and the Nature of Religious Terrorism », *Terrorism and Political Violence*, 16 (4), 2004, p. 795-814 ; M. Sedgwick, « Jihad, Modernity, and Sectarianism », *The Journal of Alternative and Emergent Religions*, 11 (2), 2007, p. 6-27.

38. A. Kurth Cronin, « Behind the Curve: Globalization and International Terrorism », art. cité, p. 53.

39. Robert MacCulloch, « The Impact of Income on the Taste for Revolt », *American Journal of Political Science*, 48 (4), 2004, p. 830-848.

40. Alan B. Krueger, Jitka Maleckova, « Education, Poverty, Political Violence and Terrorism: Is There a Causal Connection? », *Journal of Economic Perspectives*, 17 (4), 2003, p. 119-144.

et des routines sociales, qui serait à l'origine d'une érosion de la légitimité de l'État. De nouvelles idéologies radicales pourraient alors séduire des segments de population frustrés, affectés par la disparition des anciens liens sociaux (les ralliements à Al-Qaïda ont été parfois éclairés sous ce jour). Ce raisonnement trouve ses origines dans les théories psychosociales classiques qui expliquent la violence collective par la frustration et la privation relative⁴¹. Les sociétés modernes tendent par ailleurs à fournir aux partisans d'une mobilisation violente des ressources significatives en matière de cibles, d'organisation et de tactiques grâce au développement d'infrastructures de transport et de communication plus rapides et aux technologies nouvelles.

Enfin, ainsi que l'a écrit Jason Franks, la violence politique « peut être créée et diffusée à travers des caractéristiques structurelles inhérentes à une culture »⁴². Selon les défenseurs de ce courant de recherche, l'expérience de la violence politique tend à abaisser le seuil d'acceptabilité du recours à la force et donc à pérenniser la violence. Les sociétés tolèrent en effet des niveaux de violence très différents en fonction de leur histoire et de leurs expériences antérieures. La socialisation dans des systèmes de valeur célèbrant la violence politique, voire le martyr, la vengeance ou la haine d'autres groupes ethniques ou nationaux est susceptible d'accroître la probabilité que des jeunes soutiennent ou s'engagent dans des groupes armés⁴³.

En dépit du caractère heuristique d'une recherche des « causes profondes », aucune variable sociale unique – qu'elle soit prise isolément ou en articulation avec d'autres – ne saurait suffire à expliquer le recours à la violence politique, ni même constituer un facteur nécessaire⁴⁴. Ces conditions affectent uniquement la probabilité d'une mobilisation violente car l'on peut également observer de la violence politique dans des régions riches et dans des pays modernes industrialisés. Cette énumération, qu'il serait possible de poursuivre indéfiniment, suffit à démontrer l'impossibilité d'une théorie générale des causes (macro)sociales de la violence politique. En outre, ainsi que l'a suggéré Bjørge, la « limite de l'approche par les “causes premières” réside dans le fait qu'elle peut donner l'impression que les terroristes sont les objets strictement passifs de forces psychologiques, économiques et sociales, des marionnettes obéissant à des injonctions, soumises à des causes »⁴⁵.

41. Tedd Robert Gurr, *Why Men Rebel*, Princeton, Princeton University Press, 1970.

42. Jason Franks, *Rethinking the Roots of Terrorism*, New York, Palgrave Macmillan, 2006, p. 34.

43. Bradley D. Stein, Lisa H. Jaycox, Sheryl Kataoka, Hilary J. Rhodes, Katherine D. Vestal, « Prevalence of Child and Adolescent Exposure to Community Violence », *Clinical Child and Family Psychology Review*, 6 (4), 2003, p. 247-264.

44. M. Crenshaw, « The Effectiveness of Terrorism in the Algerian War », cité, p. 473-513.

45. Tore Bjørge, *Root Causes of Terrorism: Myths, Reality and Ways Forward*, New York, Routledge, 2005, p. 3.

La violence politique devrait donc être envisagée davantage comme un recours stratégique à la violence physique dans le but d'influencer des publics spécifiques et au nom d'objectifs politiques ethno-nationaux, religieux ou idéologiques. Souligner cette dimension stratégique ne signifie pas que les groupes armés doivent être appréhendés au prisme des théories du choix rationnel orthodoxe. Je défends plutôt l'idée selon laquelle une stratégie ne peut être comprise qu'à la lumière de son contexte de production, soit de l'interaction entre l'environnement politique général et le mouvement social dont les groupes armés sont issus. Le plus souvent, les chercheurs en sciences sociales traitent la violence politique comme si elle était détachée des instances d'action politique environnantes. Ils envisagent dès lors les explosions de violence comme autant de signes de tension structurelle, de privation matérielle ou de pathologies individuelles, alors que la violence politique est inscrite dans un maillage complexe de relations sociopolitiques impliquant une pluralité d'acteurs tels que des institutions politiques et sociales, des élites et des groupes de pression, des contre-mouvements, des partis politiques et des médias.

Sortir de la violence politique

La littérature de référence sur les sorties de violence tend à supposer que celles-ci résulteraient d'un changement de comportement des acteurs militants ou de l'ensemble du groupe armé. Or le désengagement – à la différence des processus de dé-radicalisation – n'exige pas de transformation dans les valeurs ou les idéaux. Les militants armés peuvent décider d'abandonner la violence comme vecteur de changement⁴⁶, tout en continuant à défendre des attitudes et des croyances « radicales ».

Mais pourquoi des individus décident-ils de quitter des groupes armés ? Quels facteurs organisationnels provoquent ces départs ? Comment le contexte politique affecte-t-il les sorties de violence ? À ces questions il existe une large gamme de réponses⁴⁷ : victoire des insurgés ou victoire des États, disparition ou désintégration des groupes armés (comme pour *17 Noemvri*

46. T. Bjørgo, J. Horgan, *Leaving Terrorism Behind: Individual and Collective Disengagement*, New York, Routledge, 2009, p. 3-9 ; Olivier Fillieule, « Disengagement from Radical Organizations: A Process and Multi-Level Model of Analysis », dans Bert Klandermans, Cornelius van Stralen, *Movements in Times of Transition*, Minnesota, University of Minnesota Press, à paraître ; A. Kurth Cronin, *How Terrorism Ends: Understanding the Decline and Demise of Terrorist Campaigns*, Princeton, Princeton University Press, 2009.

47. Tel que mobilisé par les théoriciens des mouvements sociaux (Sidney Tarrow, *Power in Movement*, Cambridge, Cambridge University Press, 1998), le concept de « cycles de violence politique » implique un intérêt pour les enjeux de processus de diffusion dans le temps et l'espace. L'on ne saurait toutefois en déduire que les différentes phases d'un cycle (émergence, développement et déclin) sont linéaires, ordonnées selon une loi de probabilités discrètes et indissociables. La fin de la violence politique ne devrait pas davantage être réduite à une réplique, en décalque, de son émergence.

(17N), Action directe, Avanguardia Nazionale (AN), BR, *Liberation Tigers of Tamil Eelam* (LTTE), *Ordine Nuovo* (ON), PL, RAF ou SL), renoncement progressif à la violence ou désolidarisation (et départ) du groupe violent, signature d'un accord entre l'État et les groupes armés (PIRA ou FMLN) ou combinaison de ces diverses solutions. Quoi qu'il en soit, chaque cycle de violence politique finit tôt ou tard par s'épuiser.

Le niveau microsociologique

Les militants armés qui envisagent une démobilisation doivent franchir une sorte de barrière sociopsychologique (en rompant les liens étroits d'amitié et de loyauté qui les unissaient aux autres acteurs armés) et affronter le risque d'un rétrécissement de leur univers social et de leur horizon d'avenir. En d'autres termes, la pérennité de l'engagement s'explique en partie par le coût psychologique du retrait (qui s'ajoute au coût d'entrée dans l'action armée). Sentiments d'appartenance, difficulté à envisager un futur en dehors du groupe armé, peur de vivre avec la conscience de l'égaré contribuent à l'inscription de la mobilisation dans la durée, à moins que survienne un événement ouvrant la voie à une démobilisation collective ou que certains militants, reconsidérant les chances de succès de leur engagement, en viennent à privilégier le retrait sur l'allégeance et la loyauté (l'on parle alors de « *burnout* »).

Le niveau mésosociologique

D'un point de vue stratégique, les groupes armés ont le choix entre s'isoler davantage – en affichant une exigence de pureté idéologique accrue afin de prévenir d'éventuelles défections, y compris dans des conjonctures défavorables – ou adopter une approche plus inclusive qui, prenant acte des doutes émis sur l'avenir de la lutte armée, renonce progressivement aux formes d'action les plus radicales. Dans ce cas, les groupes armés se retrouvent doublement contraints par des dynamiques externes (opportunités politiques et soutien public) et internes (ressources et dissensions intra-groupes)⁴⁸. Les organisations les moins bien dotées ou celles qui sont confrontées à l'environnement le plus hostile peuvent être tentées par une radicalisation idéologique et tactique jugée propre à conforter leur intégrité organisationnelle et à garantir leur survie. Toutefois, une telle démarche risque d'accroître leur isolement, de les transformer en « secte »

48. Jeremy M. Weinstein, *Inside Rebellion: The Politics of Insurgent Violence*, Cambridge, Cambridge University Press, 2007.

déconnectée des réalités politiques et de provoquer le rejet d'une frange de leur base sociale, potentielle ou existante⁴⁹. Des changements de stratégie organisationnelle sont susceptibles d'influencer aussi les démobilisations : un groupe peut abandonner la lutte armée ou encourager les militants qui ne partagent plus les valeurs de celle-ci (ou, en cas de scission interne, celles des parties en conflit) à se retirer.

Le niveau macrosociologique

Même lorsqu'ils se replient sur une vision de plus en plus élitiste d'une action glorifiée, les groupes et militants armés recherchent la confirmation de leurs choix dans leur environnement. Celui-ci n'affecte pas seulement les attentes des militants, mais aussi les dynamiques des groupes confrontés à la menace d'une crise du recrutement, de défections (voire de collaborations avec la police) ou d'un isolement grandissant⁵⁰. La répression étatique – envisagée comme baromètre des opportunités politiques – exerce ici une influence majeure⁵¹. Toutefois, les politiques répressives ne facilitent pas nécessairement, en elles-mêmes, la sortie de violence. L'enjeu décisif réside dans leur calendrier : la répression n'est efficace que si elle intervient dans un contexte d'opportunités sociopolitiques propice. Les politiques répressives peuvent néanmoins favoriser un acheminement vers la paix dont les déterminants demeurent avant tout sociopolitiques.

Les conséquences de la violence politique

Au sein d'une littérature foisonnante, rares sont les travaux explorant les conséquences du développement de groupes armés. Cette lacune surprend d'autant plus que le recours tactique à la violence politique a le plus souvent précisément pour ambition de susciter une réaction des États. Bien que les appareils publics et leurs agents constituent les cibles les plus fréquentes des groupes armés, certaines entreprises ou corporations privées sont parfois également visées, comme à l'époque des premières BR⁵² ou dans le cas de l'*Animal Liberation Front* (ALF) aux États-Unis⁵³. Il arrive même que la violence politique se manifeste indirectement sur ce que les spécialistes de

49. D. Della Porta, *Social Movements, Political Violence, and the State*, op. cit..

50. S. Malthaner, *Mobilizing the Faithful: Militant Islamist Groups and their Constituencies*, Francfort/New York, Campus, 2010.

51. D. Della Porta, *Social Movements, Political Violence, and the State*, op. cit..

52. *Ibid.*.

53. James M. Lutz, Brenda J. Lutz, « Terrorism as Economic Warfare », *Global Economy Journal*, 6 (2), 2006, p. 1-20.

l'étude des mouvements sociaux appellent des « cibles de substitution » (*proxy target*)⁵⁴. Je me limiterai ici à l'étude des domaines les plus susceptibles d'être affectés par l'activisme armé.

Le champ politique

Les groupes armés peuvent induire des changements de politiques publiques ou de régime. La gestion de l'ordre public (avec, par exemple, l'interdiction d'organisations ou de groupes spécifiques), la production législative (par exemple, les procédures d'organisation du vote au Parlement, une modification des processus de décision) ou les choix du pouvoir exécutif (l'allocation de biens économiques par l'État, l'extension des droits attribués aux groupes sociaux au nom desquels les organisations armées agissent) peuvent ainsi être concernés. Tandis que certaines mesures visent à combattre des conflits armés potentiels ou réels, d'autres ont pour objectif d'atténuer les causes sociales et politiques à l'origine de la violence (leurs symptômes ou leurs effets). Dans le cas de l'Irlande du Nord, par exemple, à partir de 1972 et jusque dans les années 1980, l'État britannique a essayé de délégitimer les campagnes armées de la PIRA en adoptant des mesures ciblées de lutte contre la discrimination et d'accès équitable à l'emploi, en réponse aux doléances de la communauté nationaliste⁵⁵. La conjugaison des politiques contre-insurrectionnelles et d'une aide au développement socioéconomique a contribué à la transformation du conflit et à la signature de l'accord du Vendredi saint (*Good Friday Agreement*) en 1998, puis à la conclusion de l'accord de Saint Andrews en 2006⁵⁶.

Renverser un régime politique – c'est-à-dire changer conjointement l'identité des dirigeants et les règles de gouvernement – constitue sans doute l'objectif le plus ambitieux que puisse se donner un groupe politique armé. Les mouvements de libération nationale en Algérie⁵⁷, à Chypre⁵⁸ et en Irlande⁵⁹ ont ainsi contraint les pouvoirs coloniaux à se retirer. D'autres

54. Edward T. Walker, Andrew W. Martin, John D. McCarthy, « Confronting the State, the Corporation, and the Academy: The Influence of Institutional Targets on Social Movement Repertoires », *American Journal of Sociology*, 114 (1), 2008, p. 35-76.

55. K. Bean, *The New Politics of Sinn Féin*, Liverpool, Liverpool University Press, 2008.

56. L. Bosi, D. Della Porta, « Processes out of Political Violence: A Comparative Historical Sociology of Italian Left-Wing Underground Organizations and the Provisional IRA », dans J. Gunning (ed.), *How Does « Terrorism » End?*, Londres, Routledge, à paraître.

57. M. Crenshaw, « The Effectiveness of Terrorism in the Algerian War », cité, p. 473-513.

58. C. Demetriou, « Political Violence and Legitimation: The Episode of Colonial Cyprus », *Qualitative Sociology*, 30 (2), 2007, p. 171-193.

59. C. Townshend, *Ireland: The Twentieth Century*, op. cit..

groupes ethniques ou nationalistes ont connu des succès partiels. L'ETA a obtenu des concessions en matière d'autonomie basque⁶⁰ ; la PIRA a amené les États britannique et irlandais à reconnaître à la communauté nationaliste un rôle politique régional.

Pourtant, le recours à la violence peut aussi renforcer l'opposition étatique aux groupes armés, stabiliser l'ordre qu'ils essayaient de remettre en cause et susciter une répression physique accrue. Tel a été le sort des groupes armés de gauche en Amérique latine⁶¹ et en Europe⁶² dans les années 1970. Leur action favorisa l'émergence d'escadrons de la mort en Colombie, le soutien de l'État à des formations paramilitaires ou à des groupes de *vigilantes* en Irlande du Nord. Il convient de souligner l'apport des travaux récents de Gould et Klor consacrés aux incidences politiques de la violence armée palestinienne (Hamass, OLP, Tanzim) sur les Juifs d'Israël : les auteurs y avancent l'hypothèse selon laquelle la violence politique « au-delà d'un certain seuil semble se retourner contre les objectifs des factions terroristes, en durcissant les positions défendues au sein de la population visée »⁶³. Lorsque l'on traite de la violence politique, il convient donc de prendre en compte le niveau de violence mobilisé. Le terrorisme⁶⁴ et la guérilla ont-ils des effets comparables ? Leur impact est-il corrélé à l'intensité ou encore à la nature de la violence exercée par des mouvements confessionnels, ethnoculturels, de gauche ou de droite ?

Les enjeux économiques

La violence politique n'est pas sans affecter l'économie des régions, des États-nations et du système international⁶⁵. Ne serait-ce qu'en raison des coûts immédiats liés à la valeur des biens ou propriétés endommagés ou détruits (bâtiments, infrastructures, etc.), aux pertes humaines ou à la prise en charge des blessés, à la gestion et à la sécurisation des sites après l'attaque, aux activités économiques, retardées ou suspendues⁶⁶. Mais les groupes armés peuvent aussi avoir un impact indirect et graduel sur les coûts, en provoquant

60. Enric Martínez-Herrera, « Nationalist Extremism and Outcomes of the State Public Policies in the Basque Country, 1969-2001 », *International Journal on Multicultural Societies*, 4 (1), 2002, p. 17-41.

61. Robert Cox, « Total Terrorism: Argentina, 1969 to 1979 », dans M. Crenshaw (ed.), *Terrorism, Legitimacy, and Power: The Consequences of Political Violence*, Middletown, Wesleyan University Press, 1983, p. 124-142.

62. D. Della Porta, *Social Movements, Political Violence, and the State*, op. cit.

63. Eric D. Gould, Esteban F. Klor, « Does Terrorism Work? », *The Quarterly Journal of Economics*, 125 (4), 2010, p. 1495.

64. J. Goodwin, « A Theory of Categorical Terrorism », art. cité, p. 2027-2046.

65. Mikel Buesa, Thomas Baumert, *The Economic Repercussions of Terrorism*, Oxford, Oxford University Press, 2010 ; Walters Enders, Todd Sandler, *The Political Economy of Terrorism*, Cambridge, Cambridge University Press, 2005.

66. Tilman Brück, *The Economic Analysis of Terrorism*, Londres, Routledge, 2007.

une augmentation des dépenses de sécurité (publiques ou privées) préventives. Un tel redéploiement peut s'effectuer au détriment de secteurs comme l'éducation, la santé, l'investissement et la consommation, au risque de provoquer un ralentissement de la croissance économique et, corrélativement, une baisse de niveau de vie des populations affectées. De manière générale, le renforcement des mesures de sécurité peut réduire l'activité productive, si l'on décide par exemple de fermer des frontières ou d'expulser un nombre important de résidents. Certains secteurs d'activité – ceux des firmes directement visées mais aussi, plus généralement, le tourisme, même lorsqu'il ne constitue pas la cible directe des attaques⁶⁷ – sont particulièrement touchés. L'ampleur de ces phénomènes dépend bien sûr de l'intensité et de la durée du cycle de violence⁶⁸. L'enkystement du conflit en Irlande du Nord a ainsi joué un rôle décisif dans l'accroissement des flux migratoires, la baisse des recettes touristiques et l'augmentation des dépenses de sécurité⁶⁹.

Le domaine social

Par-delà les enjeux économiques, la violence politique a des conséquences sociales majeures qui touchent aux rapports de confiance, aux conditions d'intégration et jusqu'aux styles de vie des citoyens désireux de réduire les risques à venir⁷⁰. Si elle peut influencer l'opinion publique et les attitudes de certains segments de l'électorat, le plus souvent en faveur de partis politiques de droite⁷¹, elle est également susceptible de renforcer les solidarités au sein du groupe armé comme de communautés ethniques ou religieuses, ainsi que l'identification communautaire et le moral des communautés discriminées. La grande majorité des jeunes musulmans occidentaux, bien que condamnant explicitement la violence politique et le terrorisme, peuvent se sentir renforcés dans leur identité et dans leur visibilité par l'existence de groupes musulmans radicaux et par leurs répertoires d'action⁷².

67. Konstantinos Drakos, Ali M. Kutan, « Regional Effects of Terrorism on Tourism in Three Mediterranean Countries », *The Journal of Conflict Resolution*, 47 (5), 2003, p. 621-641.

68. M. Buesa, T. Baumert, *The Economic Repercussions of Terrorism*, op. cit..

69. Brian A. Jackson, Lloyd Dixon, Victoria A. Greenfield, *Economically Targeted Terrorism: A Review of the Literature and a Framework for Considering Defensive Approaches*, Santa Monica, Rand Corporation, 2007.

70. M. Crenshaw, *Terrorism, Legitimacy, and Power: The Consequences of Political Violence*, op. cit. ; Seymour Spilerman, Guy Stecklov, « Societal Responses to Terrorist Attacks », *Annual Review of Sociology*, 35, 2009, p. 167-189.

71. Claude Berrebi, Esteban F. Klor, « Are Voters Sensitive to Terrorism? Direct Evidence from the Israeli Electorate », *American Political Science Review*, 102 (3), 2008, p. 279-301.

72. O. Roy, *Globalized Islam: The Search for a New Ummah*, op. cit. ; O. Roy, *Secularism Confronts Islam*, op. cit..

Les trajectoires biographiques

L'engagement militant et plus particulièrement la participation à des activités politiques violentes ont des incidences profondes sur les trajectoires biographiques des militants, y compris ceux dont l'engagement est resté limité. Le regard que les militants portent sur leur lutte passée exerce ici un rôle fondamental. En Irlande du Nord, par exemple, les anciens volontaires de la PIRA ont continué à défendre la cause républicaine et à militer dans des organisations sociales ou politiques⁷³. Les cibles des groupes armés voient de même le cours de leur existence affecté par la violence. En témoignent les conséquences de l'activisme d'extrême droite sur les trajectoires biographiques de Juifs ou de membres des minorités vivant en Israël. Toute une littérature a été consacrée à l'étude des traumatismes subis par les victimes⁷⁴ et des effets à court et long terme de la violence politique. D'autres travaux se sont centrés sur les enfants et les mineurs⁷⁵.

En conclusion, nous souhaiterions fournir quelques pistes pour les recherches futures. Deux chantiers pourraient en effet être ouverts, qui permettraient de combler les lacunes actuelles de la littérature sur la violence politique (et le terrorisme). Le premier est celui des recherches comparatives, essentielles à toute œuvre de théorisation exigeante. Le champ est en effet dominé par deux catégories d'écrits : les monographies historiques consacrées à un groupe spécifique et les études sur la violence politique en général. Rares sont les recherches comparant le militantisme violent à travers le temps et l'espace⁷⁶. Les études de cas – qui sont assurément légitimes et peuvent

73. Peter Shirlow, Jon Tonge, James McAuley, Catherine McGlynn, *Abandoning Historical Conflict? Former Political Prisoners and Reconciliation in Northern Ireland*, Manchester, Manchester University Press, 2010.

74. T. Bjørge, *Root Causes of Terrorism: Myths, Reality and Ways Forward*, op. cit. ; Jack McDevitt, Jennifer Williamson, « Hate Crimes Directed at Gay, Lesbian, Bisexual and Transgendered Victims », dans W. Heitmeyer, J. Hagan (eds), *International Handbook of Violence Research*, op. cit., p. 801-816.

75. Deborah Browne, « Examining the Impact of Terrorism on Children », dans Andrew Silke (ed.), *Terrorists, Victims and Society: Psychological Perspectives on Terrorism and its Consequences*, Chichester, Wiley, 2003 ; Orla T. Muldoon, « Children of the Troubles: The Impact of Political Violence in Northern Ireland », *Journal of Social Issues*, 60 (3), 2004, p. 453-468 ; O. T. Muldoon, « Modern Terror: The Four Waves », dans Audrey Kurth Cronin, James M. Ludes (eds), *Attacking Terrorism: Elements of a Grand Strategy*, Washington, D.C., Georgetown University Press, 2004, p. 46-73.

76. D. Della Porta, *Social Movements, Political Violence, and the State*, op. cit. ; Cynthia Irvin, *Militant Nationalism: Between Movement and Party in Ireland and the Basque Country*, Minneapolis, University of Minnesota Press, 1999 ; Jeremy Varon, *Bringing the War Home: The Weather Underground, the Red Army Faction, and Revolutionary Violence in the Sixties and Seventies*, Berkeley, University of California Press, 2004 ; E. Y. Alimi, « Relational Dynamics in Factional Adoption of Terrorist Tactics: A Comparative Perspective », art. cité ; E. Y. Alimi, L. Bosi, C. Demetriou, « Processes of Radicalization: A Comparative Approach », art. cité ; S. Malthaner, *Mobilizing the Faithful: Militant Islamist Groups and their Constituencies*, op. cit..

livrer des enseignements précieux – ont produit des récits inductifs et descriptifs difficiles à intégrer au sein d’analyses plus larges en raison de la diversité des cadres théoriques qui les sous-tendent. Par ailleurs, les recherches comparatives disponibles ne comparent que des groupes armés aux idéologies et objectifs politiques similaires. À quelques exceptions près, il n’existe pas d’études sur des cas dissemblables⁷⁷, alors même qu’une telle démarche permettrait de tester la validité d’un large spectre de propositions théoriques. Ce déficit tient au postulat – implicitement mais largement avalisé par la littérature et le débat public – selon lequel les facteurs idéologiques constitueraient une explication suffisante à la cruauté particulière, à l’intransigeance et à la persistance de la violence politique. Ainsi, en se concentrant sur le millénarisme religieux cosmopolite de Al-Qaïda, cette approche tend à établir un lien causal direct et nécessaire entre islam et terrorisme⁷⁸. Les travaux futurs devraient s’intéresser aux groupes armés les moins connus dans des aires régionales peu explorées par les chercheurs occidentaux, afin de permettre le développement de savoirs cumulatifs et de remettre en question les présupposés dominants. L’une des pistes les plus prometteuses en la matière concerne les comparaisons entre contextes occidentaux et extra-occidentaux.

Le second chantier consisterait à dresser l’inventaire des relations – nombreuses – qui unissent les différents niveaux d’étude des dynamiques de la violence politique afin d’en obtenir une compréhension plus globale. En effet, les chercheurs ont eu tendance, en général⁷⁹, à étudier la violence politique à un seul niveau : soit macrosociologique (environnement et contextes sociopolitiques influençant les choix stratégiques des acteurs), soit microsociologique (valeurs et motivations des militants), soit mésosociologique (groupes armés). Or, si chacun de ces niveaux contribue à la compréhension des phénomènes étudiés, l’enjeu essentiel est d’analyser dans le détail leurs interactions répétées, puisque chaque niveau compose avec les autres et les complexifie.

77. P. Waldmann, « Ethnic and Socioevolutionary Terrorism: A Comparison of Structures », art. cité ; E. Y. Alimi, L. Bosi, « Un’analisi storica comparata dei processi di radicalizzazione: il Weather Underground e la Provisional Irish Republican Army », art. cité, p. 273-292 ; Michel Wieviorka, David Gordon White, *The Making of Terrorism*, Chicago, University of Chicago Press, 2004 ; L. Bosi, D. Della Porta, « Processes out of Political Violence: A Comparative Historical Sociology of Italian Left-Wing Underground Organizations and the Provisional IRA », à paraître.

78. M. Crenshaw, « Have Motivations for Terrorism Changed? », cité, p. 51-58.

79. Citons, parmi les rares exceptions, D. Della Porta, *Social Movements, Political Violence, and the State*, op. cit. ; J. M. Weinstein, *Inside Rebellion: The Politics of Insurgent Violence*, op. cit. ; O. Fillicieule, « Disengagement from Radical Organizations: A Process and Multi-Level Model of Analysis », à paraître ; R. W. White, « Structural Identity Theory and the Post-Recruitment Activism of Irish Republicans: Persistence, Disengagement, Splits, and Dissidents in Social Movement Organizations », *Society*, 57 (3), 2010, p. 341-370 ; L. Bosi, D. Della Porta, « Processes out of Political Violence: A Comparative Historical Sociology of Italian Left-Wing Underground Organizations and the Provisional IRA », à paraître.

Certes, l'identification des relations pertinentes dépend de la question de recherche, mais il apparaît le plus souvent que le contexte sociopolitique (macro) exerce une influence sur l'engagement, laquelle influence est médiatisée à travers les perceptions des individus (micro). Celles-ci ne peuvent être pensées seulement dans les termes d'un changement de situation et en relation avec lui. Les dynamiques des groupes armés (méso) et leur niveau organisationnel influencent les choix individuels de mobilisation dans la mesure où les stratégies de recrutement s'adressent à des groupes spécifiques. Cependant, les contextes et les groupes armés ne constituent pas des variables fixes. Ils évoluent dans le temps, s'influençant mutuellement de manière constante. Les attentes (positives ou négatives) se diffusent dans la base sociale des groupes armés sous l'effet des changements de conjonctures sociopolitiques, imposant l'adoption de stratégies inédites pour attirer de nouvelles recrues. Ainsi, les contextes changeants façonnent non seulement les attentes des militants, mais aussi les évolutions des groupes armés, qui réagissent de manière stratégique aux opportunités de mobilisation ou au risque d'un déclin des recrutements ou de défections. Les groupes armés ne sont pas seulement influencés par leur environnement ; ils constituent eux-mêmes des acteurs du changement, altérant les configurations sociopolitiques et créant des opportunités. Enfin, l'arrivée de nouveaux militants peut modifier la composition du groupe armé et infléchir sa trajectoire. ■

Lorenzo Bosi est actuellement *Research Fellow* au European University Institute (EUI) de Florence, dans le cadre d'un projet de recherche sur l'émergence, le développement et la sortie de violence politique. Titulaire d'un doctorat en science politique de la Queen's University of Belfast (2005), il a obtenu un *Marie Curie Fellow*, un *Jean Monnet Fellowship* et un *Fellowship* de l'Economic and Social Research Council (ESRC). Il est membre du groupe de recherche MOVEOUT. Ses recherches portent sur la sociologie historique et la sociologie politique des mouvements sociaux, ainsi que sur la violence politique. Ses travaux ont été publiés entre autres dans les revues *Mobilization. An International Quarterly*, *Ricerche di Storia Politica*, *Research in Social Movement, Conflict and Change*, *Historical Sociology*, *The Sixties*. Adresse électronique : lorenzo.bosi@eui.eu